

N°1656

du 13
Juin
2023



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

DÉLOCALISATION DU ^{P.3}
CONSEIL DES MINISTRES

A Kpélé, un accueil sans pareil à Faure Gnassingbé

NORME ITIE

Le Togo publie enfin son rapport
2020 et s'évite une sanction
aggravée, après la suspension ^{P.4}

SUPPOSÉ INCIDENT FRONTALIER À TCHABOUA ^{P.6}

Aucune revendication admise avant la
cartographie de la ligne frontière Togo-Bénin

CONCRÉTISATION D'UNE PROMESSE DU FOPAT 2023

La création du second Centre régional de mécanisation agricole Plateaux-Ouest ^{P.3}

EN PLUS...

SOCIÉTÉ

ACTION DU MANDAT SOCIAL

Inauguration du nouveau CMS de Sanda-kagbanda dans le Bassar

POLITIQUE

JPO DU PARTI BÂTIR

En 4 ans d'existence, que propose la formation politique de Mme Vincenzia MEYER?

BONNE GOUVERNANCE

CONTRÔLE QUALITÉ

Pour la transparence et la redevabilité, la Cour des comptes se renforce

INDUSTRIE

PRODUCTION ET PRIX DE PRODUCTION

La double baisse dans l'industrie, en mars

SANTÉ

PALUDISME

D'importants conseils de l'OMS aux femmes enceintes

En marge de la table ronde de haut niveau sur les engrais et la santé des sols tenue à Lomé fin mois dernier, l'Office Chérifien des Phosphates, OCP, et le Togo ont signé un accord pour la construction d'une usine de production du phosphate carbonaté à Hahotoé. Une semaine après, les deux parties annoncent la construction d'un centre de services agricoles à Kpalimé pour soutenir l'agriculture dans la région Plateaux-Ouest et dans les autres régions du pays -il en est prévu 5 - en attendant la création de centres identiques dans d'autres localités. Faure Gnassingbé y était personnellement pour poser la première pierre



Le Président Faure Gnassingbé à la pose de la première pierre pour la centre de services agricoles de Kpalimé

Joue et tente de gagner
ta voiture!

***8555#**

ou envoie Togocom
par sms au 8555

Inscription à 100F
Cumule des points pour être
éligible à la voiture Toyota Starlet
Coût du sms : 100F
Période du jeu: 23 mai au 21 juillet 2023

Avancer. Pour vous. Pour tous. togocom.tg



ARTS DE LA SCÈNE

Ras Sankara lauréat du prix Ellipse Art Projects

Ras Sankara, artiste performeur togolais, a annoncé le 7 juin dernier être lauréat du prix Ellipse Art Projects, une reconnaissance internationale.

"Hier, une bonne nouvelle venait de couronner mes sept ans de marche, de travail et de résistance. Comme le hasard n'existe pas, c'est aussi à l'aube de ce 7ème jour du mois de juin 2023", a indiqué l'artiste sur sa page Facebook. "Nous sommes heureux de vous annoncer le lauréat de cette troisième édition consacrée à la création émergente togolaise : Ras Sankara, artiste

performeur", a déclaré l'organisateur du prix.

Ce prix, l'artiste le dédie d'abord en reconnaissance à sa mère et ensuite à la mémoire de Kaliko, un artiste plasticien et performeur togolais des années 90, décédé il y a plusieurs années.

"Ce prix signifie pour moi un nouveau départ par rapport à mes créations, à ma manière de travailler et aussi à mes contacts professionnels. Mais, c'est également un stimulus qui me permettra de continuer sa promotion, étant donné que j'ai déjà commencé un grand boulot dans ce



sens. Ça me rassure pour l'avenir", a confié Ras Sankara au confrère Soculart.

Sur sa page Facebook, Eric

Wonanu également membre du jury du prix Ellipse Art Projects tient à féliciter "cet artiste de très grand talent, un créateur d'une audace prodigieuse, d'un culot exceptionnel et d'une intégrité exemplaire. La reconnaissance et la visibilité internationales que lui confère ce prix me réjouissent particulièrement".

Grâce à ce prix, Ras Sankara exposera ses œuvres en France lors de la foire internationale AKAA-ALSO KNOWN AS AFRICA dont la prochaine édition aura lieu en octobre 2023.

RESTITUTION DES OBJETS

Le sultan roi des Bamouns retrouve le trône de son arrière-grand-père à Berlin

Dimanche 11 juin dernier, le sultan roi Bamoun Nabil Mbombo Njoya du Nord-Cameroun est arrivé en Allemagne. 20ème de la dynastie, il est intronisé en 2021 s'est assis sur le trône original M?ndhù-Yèn? des sultans rois des Bamouns.

Le trône est au musée de Berlin et a été offert à un colon allemand par son arrière-grand-père, Ibrahim Njoya, (1889-1933).

Depuis 1908, le musée d'ethnologie de Berlin compte parmi ses œuvres d'art, le tabouret royal du peuple Bamoun connu le sous le nom de Mandu Yenu. C'est un cadeau offert à l'empereur Guillaume II par le roi Njoya. Il est composé de Bois, de perles de verre, cauris et tissu. De nombreuses voix s'élèvent pour réclamer son retour au musée des rois à Fomban.

Les tabourets de roi sont un accessoire de prestige en pays Bamoun.

D'après des historiens, Le roi Ibrahim Njoya se dote d'un trône royal de la forme d'un tabouret Rü mfo (Rü signifiant tabouret et mfo signifiant roi) pour asseoir son pouvoir. Trois à qua-



tre tabourets semblables se trouvaient dans le palais du roi Njoya à la fin du XIXème siècle.

Hans Glauning, général d'armée allemand se lie d'amitié pour le roi Njoya. Il l'aide dans la guerre contre les Nso, et lui permet de récupérer la tête de son père dérobée lors d'une bataille précédente. Le Rü mfo est offert en remerciements en 1905. Le tabouret est rapatrié à Berlin pour le musée ethnologique en 1908.

LIBERTÉ D'EXPRESSION

L'administration Biden tente d'enrayer la censure de livres

Depuis plus de deux ans désormais, les États-Unis font face à un mouvement organisé de censure, qui vise particulièrement les bibliothèques scolaires ou publiques. Quelques jours après le lancement du Mois des Fiertés, l'administration Biden-Harris assure que le ministère de l'Éducation s'est saisi de la problématique.

La censure et les restrictions d'accès à certains ouvrages, dans les collections des bibliothèques scolaires ou publiques, sont de plus en plus fréquentes aux États-Unis, depuis 2020. Le bilan augmente d'année en année : en 2022, 1269 demandes de retrait ont été dénombrées par l'Association des bibliothécaires américains, portant sur 2571 titres au total. Ce total bat déjà le record établi en 2021, et les signalements ne faiblissent pas depuis le début de cette année.

Tous les livres ne sont pas concernés par cette censure. Ceux qui portent sur les identités de genre et les sexualités, et plus particulièrement sur les personnes LGBTQIA+

- et sont majoritairement écrits par des membres de cette communauté - sont les principales victimes de ce mouvement.

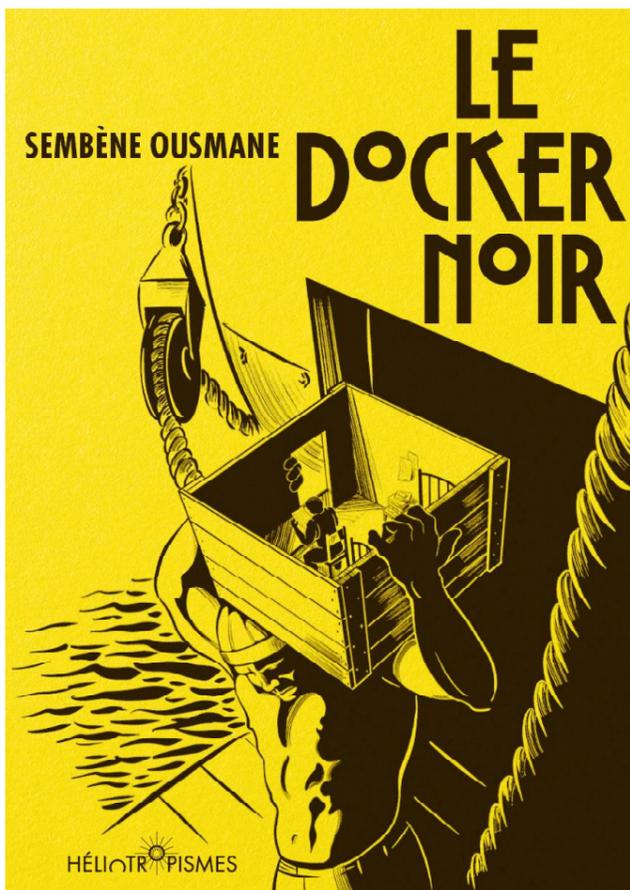
D'après le bilan établi par l'Association des bibliothécaires américains pour 2022, parmi les 10 ouvrages les plus régulièrement pointés du doigt, une large part d'entre eux aborde les identités de genre, les relations affectives ou encore la sexualité, en particulier la sexualité LGBTQIA+.

On compte parmi eux Gender Queer de Maia Kobabe (Genre Queer, traduit par Anne-Charlotte Husson, Casterman), All Boys Aren't Blue de George M. Johnson (Le bleu ne va pas à tous les garçons, traduit par Noémie Saint-Gal, De Saxus), Flamer de Mike Curato ou encore Looking for Alaska de John Green (Qui es-tu Alaska??, traduit par Catherine Gibert, Gallimard Jeunesse).

Outre la communauté LGBTQIA+, de nombreux titres visés sont signés par des auteurs afro-américains, sino-américains ou plus largement issus de la diversité.

Littérature

Réédition de Le Docker noir de Sembène Ousmane



Les éditions Hélotropismes, basées à Marseille, rééditent dans leur collection "Harlem Shadows" (qui a déjà accueilli les traductions françaises de Romance in Marseille et Un sacré bout de chemin de Claude McKay) Le Docker noir (1956) de Sembène Ousmane, dans une édition augmentée d'archives, d'écrits poétiques inédits et de contes écrits par l'auteur à Marseille.

Publié en 1956, ce premier roman de Sembène Ousmane est un déchirant cri d'amertume qui fait écho aux romans marseillais de Claude McKay dans sa soif de liberté, sa défense des luttes sociales et son refus d'accepter l'étroitesse des préjugés raciaux.

Le Docker noir résonne également avec Native son de Richard Wright et L'Étranger d'Albert Camus, dans sa description d'un personnage moins condamné pour son délit que pour ce qu'il représente aux yeux de la société française de l'après-guerre. Cette édition est enrichie d'archives, d'écrits poétiques inédits et de contes écrits par l'auteur à Marseille.

Cette édition, enrichie d'un important appareil critique, retrace le parcours de Sembène Ousmane à Marseille, à travers les réseaux politiques et littéraires qu'il a fréquentés. C'est ainsi qu'apparaissent dans cette ver-

sion les poèmes "Liberté" (publié dans la revue Action poétique en 1956), "Sur toute la terre", "Vu du cœur" et "Manie", ainsi qu'une des premières versions de la nouvelle "Communauté".

En résumé, Marseille, années 1950. Diaw Falla, docker sénégalais, vit à Belsunce, le "petit Harlem marseillais", et travaille sur le port en compagnie de nombreux ouvriers africains. Menant une existence précaire, il rêve d'écrire et de publier son premier roman, Le Dernier voyage du Négrier Sirius. Son existence bascule le jour où il confie son manuscrit à une amie écrivaine.

Sembène Ousmane est né en Casamance en 1923. Tour à tour mécanicien, maçon et tirailleur dans l'armée coloniale, il débarque clandestinement à Marseille où il devient docker. Son séjour dans la ville (1946-1960) est une étape décisive d'intense activité militante et intellectuelle. Il y écrit ses trois premiers romans et participe activement aux activités de la CGT, du parti communiste, de la FEANF ou du MRAP. Son retour en Afrique marque le début d'une riche carrière cinématographique et littéraire. Sembène Ousmane est décédé en 2007, laissant derrière lui une œuvre insoumise, au service d'une Afrique libre.

AZIMUTS INFOS

CONSOMMATION DE CANNABIS
Ce que dit la science

À l'heure où l'usage médical du cannabis se généralise outre-Atlantique, la recherche sur les effets de cette plante reste encore balbutiante. Tribune.

À ce jour, 29 États américains autorisent l'usage médical du cannabis. En tant que chercheurs, nous n'avons aucune opinion politique au sujet de la légalisation du cannabis. Nous étudions simplement cette plante, connue sous le nom de marijuana, et ses composantes chimiques.

Même si d'aucuns prétendent que le cannabis ou les extraits de cannabis peuvent soulager certaines maladies, la recherche sur ce sujet est encore balbutiante, et les résultats obtenus jusque-là sont mitigés. Pour l'instant, nous n'en savons pas assez sur le cannabis et ses dérivés pour juger s'il s'agit d'un médicament efficace. Alors, quelles sont les données scientifiques disponibles à ce jour, et pourquoi n'en savons-nous pas davantage au sujet de l'usage médical du cannabis ?

Ce que les chercheurs étudient

La plupart des chercheurs s'intéressent à des composantes spécifiques du cannabis, nommées cannabinoïdes. Si l'on s'en tient à un point de vue de chercheur, le cannabis est une drogue "sale", dans la mesure où il contient des centaines de composants dont on ne connaît pas bien les effets. C'est pourquoi les chercheurs se concentrent sur un seul type de cannabinoïde à la fois. À ce jour, seuls deux cannabinoïdes issus de la plante ont été étudiés de façon approfondie - le THC (tétrahydrocannabinol) et le cannabidiol -, mais il se peut que d'autres cannabinoïdes que l'on ne connaît pas encore soient dotés de vertus thérapeutiques.

Le THC est le principe actif principal du cannabis. Il active les récepteurs cannabinoïdes dans le cerveau, provoquant l'effet de "high" bien connu des consommateurs de cannabis, mais il joue aussi sur le foie et sur d'autres parties du corps. Les deux seuls cannabinoïdes approuvés par la FDA (Food and Drug Administration, l'autorité américaine de la santé), que les médecins peuvent donc prescrire légalement, sont des médicaments synthétiques par des laboratoires reproduisant l'effet du THC. Ils sont prescrits pour augmenter l'appétit et prévenir les pertes musculaires associées à certains cancers et au sida.

Le cannabidiol (dit aussi CBD), de son côté, n'interagit pas avec les récepteurs cannabinoïdes. Il ne produit pas non plus de "high". Aux États-Unis, 17 États ont adopté des lois qui permettent à certains malades d'avoir accès au CBD. Notre corps produit naturellement des cannabinoïdes, les endocannabinoïdes. Les chercheurs développent des médicaments capables d'altérer leur fonction, afin de mieux comprendre comment fonctionnent les récepteurs de ces substances dans notre organisme. Ces études visent à trouver des traitements qui pourraient utiliser les cannabinoïdes que nous produisons naturellement pour soigner la douleur chronique ou l'épilepsie, au lieu d'utiliser le cannabis issu de plantes. On entend souvent dire que le cannabis est un traitement possible pour beaucoup de maladies. Observons de plus près deux affections, la douleur chronique et l'épilepsie, pour illustrer l'état actuel de la recherche sur les vertus thérapeutiques du cannabis.

Un moyen de lutter contre la douleur chronique ?

Les résultats de la recherche indiquent que certaines personnes souffrant de douleur chronique pratiquent l'automédication avec le cannabis. Cependant, nous disposons de trop peu d'études menées sur les humains pour savoir si le cannabis ou les cannabinoïdes soulagent effectivement la douleur chronique. La recherche menée sur les humains montre que certaines maladies, comme la douleur chronique résultant de lésions nerveuses, seraient sensibles à l'action du cannabis, sous forme fumée ou vaporisée, de même qu'à un médicament à base de THC autorisé par la FDA. Mais la plupart de ces recherches se fondent sur des déclarations subjectives, sur des évaluations personnelles de la douleur, ce qui en limite la validité. Seuls quelques essais cliniques contrôlés ont été menés à ce jour, ce qui ne permet pas de savoir si le cannabis est un traitement de la douleur efficace.

Une autre approche consiste à s'intéresser à la combinaison de plusieurs médicaments, à savoir un médicament expérimental à base de cannabinoïdes associé à un médicament déjà connu. Par exemple, une étude récente menée sur les souris combinait une faible dose de médicament à base de THC à un médicament de type aspirine. Or, cette combinaison bloque la douleur associée aux terminaisons nerveuses mieux que chacune de ces drogues ne le fait individuellement.



Bi-hebdomadaire togolais
d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric
JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction

Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

CONCRÉTISATION D'UNE PROMESSE DU FOPAT 2023

La création du second Centre régional de mécanisation agricole Plateaux-Ouest

En marge de la table ronde de haut niveau sur les engrais et la santé des sols tenue à Lomé fin mois dernier, l'Office Chérifien des Phosphates, OCP, et le Togo ont signé un accord pour la construction d'une usine de production du phosphate carbonaté à Hahotoé. Une semaine après, les deux parties annoncent la construction d'un centre de services agricoles à Kpalimé pour soutenir l'agriculture dans la région Plateaux-Ouest et dans les autres régions du pays en attendant la création de centres identiques dans d'autres localités - il en est prévu 5 sur toute l'étendue du territoire national. - Faure Gnassingbé y était personnellement pour poser la première pierre.

Eric J.

« J'ai procédé ce jour à la pose de la première pierre pour la construction du centre de mécanisation agricole de la zone de plateaux Ouest. Il s'agit du deuxième centre de ce genre prévu sur les six que nous envisageons à l'échelle nationale. La construction de ces centres répond à notre ambition de moderniser notre agriculture, d'améliorer la productivité et les rendements agricoles par la mécanisation, la cartographie des sols, le renforcement des capacités logistiques, et l'accompagnement de nos agriculteurs dans les préfectures d'Agou, Akébou, Amou, Danyi, Kloto, Kpélé et de Wawa ». C'est ainsi que le Président de la République s'est exprimé sur les réseaux sociaux après avoir donné le coup d'envoi de la construction du centre de mécanisation agricole des Plateaux Ouest. Elle sera effective dans 13 mois, si l'on en croit les ingénieurs chargés de la faire



sortir de terre. « Nous sommes prêts avec le dynamisme de nos partenaires financiers et techniques. Nous allons mettre en place la clôture de l'espace plus tôt que les 4 mois prévus. Nous sommes sûr de réaliser ce joyau en moins de 9 mois », affirmé Adolphe Ognandon, Directeur général de ADORES BAT SARL.

Le CERMA est né de la volonté des autorités togolaises à travers un partenariat avec l'Office chérifien des phosphates (OCP). Selon le Directeur Afrique de l'OCP, M. Mohamed Anouar, ce centre va constituer le guichet unique régional offrant aux fer-

miers un accès aux intrants agricoles de qualité, aux services de mécanisation, aux conseils agronomiques de proximité, permettant aux agriculteurs de bénéficier d'un accompagnement personnalisé pour améliorer leurs pratiques agricoles, la productivité agricole et leurs revenus. C'est le deuxième centre de mécanisation agricole du genre qui va voir le jour après celui de la région de la Kara lancé lors du FOPAT Kara.

Pour Antoine Lékpa Gbégbéni, le ministre de l'agriculture, la mécanisation agricole répond ainsi aux soucis d'une intensification de l'Agriculture avec la

mise en valeur de superficie plus importante, offrant ainsi aux producteurs, un meilleur accès à la terre dans le cadre des zones d'aménagement agricole planifiées (ZAAP) et des agropoles. « Ainsi, avec la création de centre, ce sont de nombreux emplois qui seront créés en faveur de la jeunesse togolaise », a-t-il laissé entendre.

A terme, le centre comprendra un laboratoire ultra moderne et innovant équipé pour l'analyse des sols, l'établissement et la mise en place de la carte de fertilité des sols, le contrôle qualité des engrais par la mesure de la teneur des éléments nutritifs (N, P et K) et des additifs (Zn, B, Mn, S...), la formation de la fourniture de services d'analyse de sols et de contrôle qualité pour le compte d'autres régions et partenaires.

Au sein de ce centre, il existera une ferme modèle avec une école aux champs de démonstration de bonnes pratiques agronomiques, l'application du principe des 4RS (Bonne source, bonne dosage, bon moment, bon endroit). Il sera mis à disposition des producteurs agricoles, de machines agricoles et matériels d'irrigation à savoir des tracteurs, moissonneuses batteuses ; un atelier mécanique pour l'entretien préventif et curatif des



machines, et un magasin de pièces de rechanges.

Le One Stop Shop servira à la mise à disposition d'intrants agricoles de qualité à savoir engrais, semences, phytosanitaires; offre de services et conseils agrono-

Blender.

Il sera permis aux agriculteurs de s'informer à tout moment, à travers un Call Center, sur les bonnes pratiques agronomiques pour l'amélioration de la productivité et de la santé des sols, de



miques de proximité ; production de fertilisants adaptés aux besoins des sols et des cultures via la mise à disposition d'un smart

faciliter l'accès aux services de financement, à la mécanisation et au marché

DÉLOCALISATION DU CONSEIL DES MINISTRES

A Kpélé, un accueil sans pareil à Faure Gnassingbé

Le conseil des ministres s'est délocalisé en fin de semaine dernière à Kpélé Adéta, Chef-lieu de la préfecture de Kpélé. C'est dans une ferveur sans pareille que les populations, à leur tête la Présidente de l'Assemblée nationale, ont accueilli le Chef de l'Etat et ses ministres, pour cette grande première dans la préfecture.

Late Pater

Une mobilisation sans précédent et un accueil des grands jours

En effet, si ce n'est pas la première fois que Faure Gnassingbé foule le sol de la préfecture d'Adéta, c'est tout de même la première fois que les populations voient défiler l'ensemble

traditionnels, les hommes, les femmes, les jeunes et même les enfants n'ont pas voulu rater l'occasion de voir, admirer et même serrer la main de Faure Gnassingbé. Les forces de l'ordre ont eu d'énormes difficultés à faire respecter les distances de sécurité. Aussitôt repoussés, ils revenaient plus nombreux, drapeaux togolais en main, pour engranger quelques mè-



fortement mobilisée autour de la grande élue locale qui plus est, Présidente de l'Assemblée nationale, Yawa Tségan. « Pour rien au monde, je ne voudrais pas manquer ce jour pour voir le Président de la République. Nous avons de la chance qu'il vienne ici et nous sommes très contents », affirme une dame qui agitait l'emblème togolais.

Du bord de la route Kpalimé-Atakpamé à hauteur du CEG Adéta, jusqu'à quelques mètres de la tente dressée pour la circonstance à l'intérieur de l'établissement scolaire, ils sont des milliers à faire la haie d'honneur au Président de la République. Arrivé sur zone, Faure Gnassingbé a pris un bain de foule des grands jours. Il se souviendra de ces milliers de jeunes qui criaient son nom, de ces fem-

mes qui ont bravé sa sécurité pour l'entourer, danser avec lui et lui étaler des pagnes au sol, signe de l'amour



et de la considération qu'elles lui portent, de ces groupes de jeunes Togo-laises, superbement drapées dans



des T-shirts aux couleurs nationales qui étaient visiblement heureuses de le voir. « La mobilisation de la po-

rieur du pays.

Tout ce monde est resté sur place pendant que se déroulait le Conseil des ministres. Plus de 2 heures plus tard, l'ambiance n'a pas baissé d'un iota lorsque le Chef de l'Etat devrait repartir pour une autre destination. Plus qu'à son arrivée, les décibels vocaux et instrumentaux étaient à leur maximum. Une jeune dame, revenant de fruits à Adéta confie : « Nous remercions, notre sœur, notre maman, la Présidente de l'Assemblée nationale Yawa Tségan qui était là avec nous. Elle fait beaucoup pour nous dans la préfecture. Et quand le Chef de l'Etat vient dans notre localité, nous devons être derrière elle pour

(suite à la page 4)



des ministres et des collaborateurs du Chef de l'Etat dans leur localité pour un Conseil des ministres. Les chefs

tres encore. C'était infernal.

Les hôtes d'un jour étaient en admiration pour cette population qui s'est

NORME ITIE

Le Togo publie enfin son rapport 2020 et s'évite une sanction aggravée, après la suspension

Eric J.

Dans la mise en œuvre de la Norme ITIE, les données publiées par un pays membre ne doivent pas porter sur des exercices antérieurs aux deux derniers exercices comptables écoulés. Sur cette base, le Togo devait publier son rapport 2020 au plus tard le 31 décembre 2022. Ce qui n'a pas été fait, jusqu'à la sanction prononcée le 1^{er} février 2023 par le Conseil d'administration de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). «Le Togo ne peut pas prétendre à une prorogation de l'échéance de rapportage pour l'exercice fiscal du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020. L'échéance de publication du rapport en suspens demeure le 31 décembre 2022. Conformément à l'Article 7, Section 4 de la Norme ITIE, le Togo est temporairement suspendu. La suspension sera automatiquement levée si le rapport est publié dans les six (6) mois suivant la date limite de rapportage».

Depuis lors, la partie togolaise s'est activée pour rester dans les rangs. Les réunions se sont multipliées pour ne pas dépasser le délai des six mois accordé, qui devait ouvrir la voie à une sanction plus aggravée. C'est désormais fait, le Groupe multipartite de l'ITIE-Togo annonce la publication des données de 2020, en juin 2023. «La suspension du Togo doit être levée à présent que le pays a dévoilé les chiffres du secteur extractif concernant l'exercice 2020», ajoute-t-il. Mais il ne faudra pas répéter cette mauvaise publicité, le délai pour dévoiler les données de 2021 étant le 31 décembre 2023 c'est-à-dire dans six mois. A bon entendre !!

Pour le reste, en 2020, les **revenus totaux** reçus du secteur extractif togolais se sont élevés à **17,53 milliards de francs Cfa** dont 14,68 milliards pour l'exploitation minière à grande échelle (84%). Dans l'ensemble, maigres ! Les revenus perçus par le Commissariat des impôts (CI) et le Commissariat des douanes et droits indirects (CDDI) représentaient respectivement 42% et 22% du total des flux de revenus ; contributions sociales 7% ; communes et régions des localités minières 2%. Le

secteur extractif a, respectivement, **contribué au PIB, à l'emploi, aux exportations et aux revenus de l'État à seulement 1,5%, 1,4%, 13,0% et 2,5%**. Selon ce que les sociétés extractives ont déclaré, en valeur estimée, le phosphate a produit 57,15 milliards de francs Cfa, le calcaire 25,17 milliards, l'eau 23,98 milliards, le sable 632,254 millions, le gravier 211,7 millions, la dolomite (minéral cristallin) 46,967 millions, le granulats 10,614 millions, l'argile 2,664 millions. Rien de signalé pour le clinker. Le rapport prend en considération les données financières communiquées jusqu'à la date du 24 mai 2023, dit-on.

Cinq (5) sociétés extractives ont contribué à environ 83% du total des revenus extractifs : Scantogo Mines 55%, Wacem 11%, SNPT 10%, TdE 5% et Midnight Sun 2%. Au titre des dépenses sociales obligatoires et volontaires, les paiements rapportés par les sociétés minières s'élèvent à 1.217.670.605 francs Cfa.

En 2020, à en croire les sociétés extractives, les exportations s'élèvent à 101.278.794.666 francs Cfa. Ainsi, Scantogo Mines a envoyé le clinker à Cimburkina (Burkina Faso), Cimbénin (Bénin) et DCGL-Aflao (Ghana) ; Wacem a aussi envoyé le clinker vers DCB (Burkina Faso) et le calcaire brut vers DCGL-Aflao (Ghana) ; SNPT a exporté 1.332.101 tonnes métriques de phosphate marchand vers l'Inde, Philippines, Australie et Corée du Sud.

Sur les **vingt-quatre (24) sociétés extractives retenues** dans le périmètre de réconciliation, seule la société «Entreprise des Minerais du Togo (EMT)» n'a pas soumis un formulaire de déclaration car, peut-on lire, le chef d'entreprise est allé en Chine depuis octobre 2022 pour des soins médicaux. Sa contribution, d'après les entités gouvernementales, est de 0,23%. Toutes les administrations gouvernementales sollicitées ont soumis des formulaires de déclaration pour chacune des entreprises extractives. Sur les vingt-trois (23) sociétés qui ont soumis des formulaires de déclaration pour 2020, douze (12) sociétés ne se sont pas conformées avec la procédure convenue pour assurer la fiabilité et la certifica-

Le coordonnateur national ITIE, Kokou Agbémadon, et la ministre des Mines, Mila Aziablé (1^{er} et 2^e de la droite)

tion des données, soit partiellement, soit totalement. Il s'agit de : Togo Carrière, Voltic Togo, Togo Matériaux, Les Aigles, Africaine du Commerce et d'Ingénierie (ACI), U.S.Xin-Alafia, Akicom, Entreprise Nativité Investe, Ets Laguda & Fils, AKM, Seates et Mining and Contracting Operations (MCO). Toutes les agences gouvernementales n'ont pas soumis des formulaires de déclaration certifiés par la Cour des comptes ou par un auditeur externe, à l'exception de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) ; la contribution des agences gouvernementales qui n'ont pas soumis des formulaires de déclaration certifiés par la Cour des comptes est de 15.215.938.271 francs Cfa, représentant 99,8% des revenus inclus dans le périmètre de réconciliation. Par ailleurs, quatorze (14) sociétés ont été exclues du périmètre de réconciliation de l'année 2020, dont EBOMAF «exemptée du paiement de

tous droits».

A noter que, jusqu'en mai 2023, il n'y avait pas de changement aux données sur les réserves minérales du Togo : fer, 700 millions de tonnes dans le Bassar ; chromite, 50 mille tonnes dans les Monts Ahito et de Farendé (Massif Kabyè) ; marbre, 500 millions de tonnes à Pagala (commune de Blitta) ; manganèse, plus que 6 millions de tonnes à Nayéga ; bauxite, 1 million de tonnes dans le Mont Agou ; phosphates, 21 millions de tonnes dans la zone du bassin côtier ; calcaire, 200 millions de tonnes dans les régions Maritime et de la Kara. En avril 2020, le ministère des Mines a établi que 73 titres miniers sont détenus par 67 sociétés. Le 24 mars 2021, il existait 202 permis (actifs, non actifs et demandes) inclus dans le système de cadastre minier, tous types de permis confondus.

Pour l'année 2020, c'est le onzième rapport ITIE-Togo dans le secteur mi-

nier et des carrières ainsi que les sociétés de commercialisation de l'or et l'exploitation des nappes souterraines. Il constate que certaines recommandations antérieures importantes n'ont pas encore été implémentées alors que d'autres sont toujours en cours d'implémentation. Comme l'absence de publication du rapport d'avancement de 2021, la déclaration des données financières par projet, le respect du mécanisme de fiabilisation des données retenues, l'absence de registre de la propriété réelle. «Cette situation n'est pas de nature à assurer le bon fonctionnement du processus ITIE au Togo et la conformité des rapports ITIE aux exigences de la Norme ITIE». Aussi est-il recommandé au Comité de pilotage de mettre en place un système efficace de suivi des recommandations des rapports et d'assurer l'implémentation effective des défaillances relevées, avec des délais fixes et fermes.

Autre constat : les défaillances dans le suivi des participations de l'Etat dans les entreprises minières ; les participations de l'Etat dans les entreprises extractives, communiquée par la Direction des mines et de la géologie, contiennent des incohérences par rapport aux informations transmises par les sociétés.

En rappel, le Togo a adhéré à l'ITIE en 2010 et a obtenu le statut de pays conforme le 22 mai 2013. La première validation du pays, conformément à la Norme ITIE 2016, a débuté le 1^{er} avril 2017. Le 9 mai 2018, le Conseil d'administration de l'ITIE a établi que le Togo avait réalisé des progrès significatifs dans la mise en œuvre de la Norme ITIE 2016, avec sept mesures correctives qui ont été définies par le Conseil. La deuxième validation, toujours par rapport à la Norme ITIE 2016, a débuté le 8 novembre 2019. Le 11 septembre 2020, le Conseil d'administration a décidé que le Togo a pleinement mis en œuvre cinq des sept mesures correctives prescrites lors de la première validation du pays. De ce fait, le Togo a accompli, dans l'ensemble, des progrès significatifs dans la mise en œuvre de la Norme ITIE, avec des améliorations substantielles concernant les deux exigences individuelles restantes. La troisième validation du Togo, cette fois-ci par rapport à la Norme ITIE 2019, doit commencer le 1^{er} juillet 2023.

DÉLOCALISATION DU CONSEIL DES MINISTRES

A Kpélé, un accueil sans pareil à Faure Gnassingbé

(suite de la page 3)

l'accueillir».

Il faut dire que la mobilisation a toujours été grande lors du passage de Faure Gnassingbé dans la préfecture. En 2020, lors de la campagne électorale, la population s'est mobilisée pendant 48 Heures pour attendre le candidat Faure Gnassingbé, empêché par des conditions météo défa-

vorables. Il a d'ailleurs été admiratif de cette attention que lui portent les populations de Kpélé.



Le conseil des ministres A Kpélé Adéta, le conseil a examiné

restière du Togo 2021-2030 a été élaborée, fait-on savoir. Le présent projet de décret a pour objectif d'approuver le document de cette politique qui vise à l'horizon 2030, une couverture forestière de 26% ainsi que l'organisation et l'implication de toutes les parties prenantes pour la protection, la conservation et la valorisation des ressources forestières pour un développement durable. «Son adoption permettra à notre pays de disposer d'un outil de planification forestière à la hauteur des ambitions du gouvernement en matière de conservation et d'extension du couvert forestier», indique un communiqué du Gouvernement.

forestière de 26% ainsi que l'organisation et l'implication de toutes les parties prenantes pour la protection, la conservation et la valorisation des ressources forestières pour un développement durable. «Son adoption permettra à notre pays de disposer d'un outil de planification forestière à la hauteur des ambitions du gouvernement en matière de conservation et d'extension du couvert forestier», indique un communiqué du Gouvernement.

Aussi, le conseil a-t-il examiné en première lecture un projet de décret

portant réglementation de l'exploitation des véhicules à moteur de type taxi, taxi-moto et tricycle affectés au transport public urbain. Dans la perspective d'améliorer le cadre général des transports et de garantir une mobilité plus sûre et organisée aux populations, il s'est avéré nécessaire de réglementer le transport urbain effectué par les taxis, taxi-motos et tricycles. A en croire le Gouvernement, l'étude de ce texte se poursuivra lors d'une prochaine séance du conseil.

PALUDISME

D'importants conseils de l'OMS aux femmes enceintes

Selon un rapport de l'OMS sur le paludisme, "Chaque année, plus de trente millions de femmes africaines enceintes qui vivent dans des régions endémiques de paludisme risquent de subir des infections de Plasmodium falciparum". Ces futures mères courent un grave danger ainsi que leur bébé.

Ce rapport explique que le paludisme tue deux cent mille nouveau-nés chaque année à cause de la présence du paludisme pendant la grossesse. Or la grossesse, en elle-même, affaiblit le système immunitaire de la femme et la rend très vulnérable au paludisme. Face à ces statistiques, des mesures ont été prises pour contrer en quelque sorte la maladie et réduire ses méfaits. Pour limiter les dangers, les dispositions importantes sont souvent prises telles que la prise de la quinine, une alternative qui sert de cure curative et préventive pendant la grossesse au cas où la chloroquine ne serait pas efficace. Étant une molécule que présente aucune complication pendant les trois premiers mois

de la grossesse, la quinine reste efficace.

À côté de cette approche, il y a aussi les moustiquaires imprégnées, car elles permettent de se protéger contre les piqûres des moustiques pendant le sommeil et toutes les femmes enceintes devraient s'en procurer pour leur propre protection et celle de leurs futurs bébés. Par ailleurs, une femme enceinte doit être suivie par un médecin lors des consultations prénatales afin de diagnostiquer le paludisme après la goutte épaisse. En effet dix mille femmes enceintes meurent chaque année à cause des complications dues au paludisme. Cette méthode préventive a permis à près de 70% de femmes enceintes en Afrique d'être soignées et de réduire notamment le taux de mortalité chez les femmes en état de gestation, d'augmenter le taux de natalité ainsi que de réduire le nombre d'enfants prématurés.



DU NOUVEAU À LA !!!
LOTÉRIE NATIONALE TOGOLAISE !!!
A COMPTER DE **JUILLET 2023**,

LONATO VOUS OFFRE DÉSORMAIS

- Six (06) jours de tirage au lieu de quatre
- Deux (02) tirages par jour, du lundi au samedi, à 13h et à 18h.!
- Le paiement de vos gains sur tous les points de vente et Agences LONATO,
- L'option **TURBO** pour gagner jusqu'à 10 fois plus qu'un Two Sure simple !,
- La mise minimale passe à 100 FCFA au lieu de 300 FCFA, pour tous les paris !,

Tout pari en dehors des points de vente LONATO est illégal !

LONATO, jouez petit et gagnez gros !!!

FOOTBALL/PARTENARIAT

La Fédération Togolaise de Football (FTF) conclut un partenariat stratégique avec LIZ AVIATION pour promouvoir le football national

La Fédération Togolaise de Football (FTF) est ravie d'annoncer la conclusion d'un partenariat officiel avec LIZ AVIATION, une compagnie aérienne renommée faisant partie du Groupe EBOMAF. Ce partenariat marque une étape importante dans la promotion du football national.

Hervé A.

LIZ AVIATION, ayant son siège à Lomé, quartier Casablanca, s'est engagée à soutenir activement la FTF en tant que sponsor officiel de la Coupe du Togo et partenaire des matchs officiels des équipes nationales. Ce partenariat s'étend sur une période d'un an et implique un financement total de 100.000.000 Frs CFA.

Dans le cadre de ce partenariat, la FTF accorde à LIZ AVIATION des droits marketing exclusifs, lui offrant la possibilité d'utiliser ses propres marques et logos, ainsi que ceux des sélections nationales et des événements organisés par l'institution. LIZ AVIATION aura également la visibilité médiatique et hors média, avec une présence sur les supports de communication imprimés, digitaux, presse, et TV. De plus, LIZ AVIATION pourra faire de la publicité dans les stades lors des matchs officiels des équipes nationales et de la Coupe du Togo.

La FTF s'engage à associer LIZ AVIATION à toutes les actions de relations publiques, notamment les conférences de presse et les communications digitales. Ce partenariat exclusif témoigne de l'engagement de la FTF à promouvoir le



football togolais et à soutenir les équipes nationales dans leur quête de succès. Il renforce également la visibilité de LIZ AVIATION en tant qu'acteur majeur dans le secteur du transport aérien.

Une photo des représentants de la FTF et de LIZ AVIATION après la signature du partenariat

Le Colonel Gbézondé Kossi

AKPOVY, président de la FTF, a exprimé sa satisfaction quant à ce partenariat et a déclaré : "Nous sommes ravis de nous associer à LIZ AVIATION, une entreprise de renom dans le domaine du transport aérien. Ce partenariat renforce notre capacité à promouvoir le football togolais et à offrir des opportunités aux équipes nationales.

Nous sommes impatients de travailler ensemble pour atteindre nos objectifs communs."

Le partenariat entre la FTF et LIZ AVIATION souligne l'importance du secteur privé dans le développement du sport et met en avant la vision de la FTF de créer des alliances stratégiques pour soutenir le football togolais.

BREVES

Le Stade de France coûtera plus cher

L'information, rapportée par Le Monde, figure dans le dernier rapport de la Cour des comptes sur les Jeux de Paris 2024 : la location du Stade de France par le COJO, pour les Jeux olympiques puis paralympiques, devrait coûter le double de la facture initiale.

"Si le contrat de mise à disposition n'est toujours pas signé, les principes en sont acquis et le montant du loyer (y compris les frais techniques) devrait s'élever à 14,5 millions d'euros", relève la Cour des comptes. En phase de candidature, le coût de la location de l'enceinte de Saint-Denis, où se dérouleront les épreuves d'athlétisme, rugby à 7 et para athlétisme, était annoncé à 7,5 millions d'euros.

Cette somme avait été portée à 10,5 millions d'euros dans la dernière révision du budget du COJO, présentée en conseil d'administration en décembre 2022. Le Stade de France doit être laissé de façon non exclusive à la disposition des organisateurs entre le 15 mars et le 1er juin 2024, pour certains travaux préparatoires, dont l'installation de la 5G, le renforcement de l'éclairage et la pose d'une nouvelle piste d'athlétisme, puis de façon exclusive du 1er juin au 20 septembre 2024.

L'Arabie saoudite espère s'offrir "plus de 10" stars mondiales

Une liste de "plus de 10" stars du football a été établie en vue de leur recrutement par des clubs du championnat d'Arabie saoudite, avec Lionel Messi et Karim Benzema en tête d'affiche, a affirmé lundi à l'AFP une source proche des négociations.

Luka Modric, Hugo Lloris, Sergio Ramos, Jordi Alba, Sergio Busquets, N'Golo Kanté, Angel Di Maria et Roberto Firmino font partie des cibles évoquées pour rejoindre la Saudi Pro League, selon cette même source.

Au total, les autorités saoudiennes sont "en contact avec plus de 10 joueurs, dont beaucoup ont gagné la Coupe du monde ou la Ligue des champions, pour qu'ils rejoignent le championnat saoudien la saison prochaine", a-t-elle déclaré.

"En plus de recevoir des offres assez lucratives", ils joueraient "dans un championnat très compétitif", a argué cette source, ajoutant que l'objectif était de "conclure la plupart des accords" avant le début de la prochaine saison, le 11 août.

À ce jour, le plus gros coup réalisé par l'Arabie saoudite est le recrutement de Cristiano Ronaldo par le club d'Al Nassr fin décembre. Le Portugais toucherait actuellement le salaire le plus élevé de l'histoire du sport, aux alentours de 200 millions d'euros par saison, selon des informations non confirmées.

Un montant équivalent a été cité dans la presse espagnole pour Benzema, en négociations avec Al-Ittihad. Dans le cas de Messi, septuple Ballon d'Or approché par Al-Hilal, des sommes encore supérieures sont évoquées.

Monsieur Sécurité a pris la porte

A un peu plus de 400 jours de l'ouverture des Jeux olympiques de Paris 2024 (J - 410), le poste de coordinateur national pour la sécurité de l'événement est officiellement vacant. Selon un arrêté publié dimanche 11 juin au Journal officiel, Ziad Khoury, nommé en juin 2021, est désormais rayé de l'organigramme de l'Etat.

L'ancien préfet de la Haute-Saône et de l'Aisne, âgé de 53 ans, était suspendu de ses fonctions depuis le mois de mars, à sa demande, après avoir fait l'objet d'un signalement pour des propos inappropriés envers une femme lors d'un déplacement à Londres en décembre 2021. "Par arrêté du ministre de l'Intérieur et des Outre-mer en date du 8 juin 2023, il est mis fin, à sa demande, aux fonctions de coordinateur national pour la sécurité des Jeux olympiques et paralympiques 2024 exercées par M. Ziad Khoury, préfet", est-il écrit dans le Journal officiel.

Selon l'AFP, citant une source proche du dossier, la mission d'inspection chargée de mener l'enquête sur Ziad Khoury a jugé qu'il n'y avait pas matière à effectuer un signalement auprès de la justice "en toute indépendance et au regard des éléments qui étaient en sa possession au moment de ses conclusions". L'ex préfet avait été chargé de la sécurité lors de l'Euro 2016 de football organisé en France. Le nom de son successeur n'a pas été communiqué.

ÉLIMINATOIRES CAN 2023 /

La liste des Eperviers pour affronter Eswatini

Paulo Duarte, le sélectionneur des Eperviers a dévoilé ce vendredi la liste des joueurs retenus pour le prochain stage (12-20 juin) en Afrique du Sud et durant lequel le Togo affrontera Eswatini pour la 5^e journée des éliminatoires de la CAN 2023.

Face à la presse, Paulo Duarte a annoncé son groupe. Les cadres Djene Dakonam, Ihlas Bebou, Alaixys Romao sont bien présents. Par contre, le vice-capitaine Kodjo Fo-Doh Laba, blessé, n'est pas convoqué.

Forfaits sur blessure pour le regroupement du mois de mars, Fessou Placca et Klousshe Agbozo font leur retour dans le groupe. Samsoudin Ouro et Marouf Tchakei sont aussi appelés.

Cinq joueurs issus de D1 LONATO dont 3 champions de la saison feront partie du stage. Le gardien Wassiou Ouro-Gnani, le défenseur Roland Amouzou et les attaquants Evra Agbagnou, Moutalabou Ouattara et Harissou Ouro-Bodi.

A noter la première convocation pour



Kodjo Jean Claude Aziangbe, le jeune attaquant d'Al Nasr aux Emirats arabes Unis.

Les Eperviers affrontent Eswatini le 18 juin au stade Mbombela de Nelspruit en Afrique du Sud. Le match a lieu à partir de 15h GMT. Avant cette rencontre, le Togo sera face au Lesotho le 14 juin à Johannesburg, dans un match international amical.

Le Togo est classé dernier du groupe

B des qualifications avec 2 points. Le Burkina Faso est leader et déjà qualifié pour la phase finale de la CAN 2023 avec 10 points. Le Cap Vert et Eswatini comptent respectivement 7 et 2 points.

Liste complète :

Gardiens : Malcolm Barcola (Tuzla City, Bosnie-Herzégovine), Steven Mensah (Hambourg II, Allemagne), Wassiou Ouro-Gnani (ASCK)

Défenseurs : Klousshe Agbozo

(Olympique Beja, Tunisie), Roland Amouzou (ASKO), Loïc Bessile (Eupen, Belgique), Kennedy Boateng (Santa Clara, Portugal), Djene Dakonam (Getafe, Espagne), Emmanuel Hackman (Mladost GAST, Serbie)

Milieux : Roger Aholou (Raja Athletic Club, Maroc), Samuel Asamoah (U Craiova 1948, Roumanie), Karim Dermame (Feyenoord, Pays-Bas), Akate Gnana (Al-Hudod, Irak), Samsoudin Ouro (Radomlje, Slovénie), Alaixys Romao (Ionikos, Grèce), Marouf Tchakei (AS Vita Club, RD Congo)

Attaquants : Yawo Evra Agbagnou (AS OTR), Kodjo Aziangbe (Al Nasr, Emirats arabes Unis), Ihlas Bebou (Hoffenheim, Allemagne), Kévin Denkey (Cercle Bruges, Belgique), David Henen (Courtrai, Belgique), Richard Nane (Hafia, Guinée), Abdou Moutalabou Ouattara (ASKO), Ismail Ouro-Agoro (St Georges, Éthiopie), Harissou Ouro-Bodi (ASKO), Fessou Placca (Shakhtyor Soligorsk, Biélorussie).

COUPE DU MONDE U20

L'Uruguay en liesse pour sa première

L'Uruguay a remporté la Coupe du monde de football des moins de 20 ans pour la première fois de son histoire en battant l'Italie 1-0, dimanche en finale à La Plata, en Argentine.

Luciano Rodriguez a mené les "Charruas" à la gloire en marquant de la tête le but de la victoire à la 86^e minute, sur un corner et grâce à une erreur de marquage de l'Italie. Le but était validé quelques minutes plus tard après contrôle vidéo, embrasant les supporters de la Celeste dans le stade Diego Maradona de La Plata, à une soixantaine de kilomètres de Buenos Aires.

La troisième tentative a été la bonne pour l'Uruguay, qui avait perdu les finales de 1997 et 2013, contre l'Argentine et la France respectivement. L'Ita-



lie, quant à elle, devra encore attendre pour obtenir son premier titre. Auparavant, Israël avait obtenu le

meilleur résultat de son histoire en Coupe du monde en battant la Corée du Sud (3-1) pour prendre la troisième

place de ce Mondial.

Ran Binyamin a ouvert le score dès la 19^e minute d'une splendide reprise de volée acrobatique, mais Lee Seung-won a égalisé sur pénalty cinq minutes plus tard. Les Israéliens se sont détachés en seconde période, d'abord grâce une volée croisée de Omer Senior (76^e) puis par Anan Khalaili d'une frappe de près au second poteau sur un corner (85^e). Avant cette compétition en Argentine, Israël avait disputé une seule phase finale de Coupe du monde, au Mexique en 1970. La Corée du Sud, elle, avait atteint la finale du Mondial U20 en 2019, battue par l'Ukraine.

La troisième fois, c'est la bonne L'Uruguay, dont l'équipe nationale

senior a remporté les Coupes du monde de 1930 et 1950 - ainsi que les Tournois olympiques de football de 1924 et 1928 -, n'avait jamais remporté de Coupe du monde des moins de 20 ans. Mais la troisième fois a été la bonne, après avoir perdu les finales de 1997 en Malaisie et 2013 en Turquie, contre l'Argentine et la France respectivement. "Uruguay champion (...)! Félicitations aux joueurs, à l'encadrement et à tous ceux qui ont rendu ce rêve possible", a tweeté le président de l'Uruguay, Luis Lacalle Pou.

M. Lacalle Pou n'a pas pu se rendre à La Plata pour assister au match car il se trouve aux Etats-Unis, où il recevra lundi l'Insigne d'or, la plus haute distinction de l'organisation

Americas Society.

Le choc avec l'Italie a été un moment particulier pour beaucoup en Uruguay, un pays où 4% des 3,5 millions d'habitants possèdent également la nationalité italienne. Dans l'équipe nationale des jeunes, l'entraîneur Brolli et cinq des 21 joueurs sélectionnés ont des noms de famille d'origine italienne. "Dans ce cœur partagé entre l'Uruguay et l'Italie, il y a tout d'abord la joie de cette finale. C'était un beau match, émouvant, très disputé, l'Uruguay est un vainqueur légitime", a déclaré à l'AFP M. Lamorte, italo-uruguayen, membre du parlement uruguayen et du Conseil général des Italiens à l'étranger (CGIE), une fonction élective en Italie.

SUPPOSÉ INCIDENT FRONTALIER À TCHABOUA

Aucune revendication admise avant la cartographie de la ligne frontière Togo-Bénin

F. Woussou

Le principe d'intangibilité des frontières demande aux pays de définir, avec toute la clarté et précision possible, la ligne d'arrêt de leur territoire. Le respect de ce principe a conduit les autorités du Togo et du Bénin à mettre en place une commission mixte paritaire Togo-Bénin de délimitation des frontières. Vers la fin mai 2023, la presse béninoise évoquait un différend frontalier portant réclamation de Tchaboua, dans la localité d'Akaradé, arrondissement d'Alédjo, commune de Bassila (au Bénin) frontalière du Togo, par des Togolais. Selon le récit, le directeur de l'école primaire de la localité a confirmé qu'une délégation togolaise était venue dans son école et lui a dit que cette école est implantée sur le territoire togolais. Pas d'affrontement violent entre les deux parties, néanmoins.

Du côté Bénin, le maire de Bassila, le Commissaire de police de l'arrondissement d'Alédjo et le Commandant de l'Unité spéciale d'Akaradé s'étaient rendus sur place. Et cela a suffi pour que le ministre béninois de l'intérieur et de la sécurité publique, Alassane Séidou, clarifie les choses et rassure les populations. Ce 2 juin 2023, il signe un communiqué qui rappelle que, au nom de la coexistence pacifique, le Bénin a entrepris la réaffirmation de ses frontières avec les pays voisins. « Avec le Togo, les travaux ont abouti à la réaffirmation de la frontière à travers la construction de 243 bornes frontalières principales dont 24 bornes doubles et un projet de construction des bornes de densification conformément au procès-verbal d'abornement franco-allemand du 20 octobre 1913. Ces travaux ont créé le basculement de localités de part et d'autre de la ligne frontière. L'équipe technique conjointe se prépare à rédiger la cartographie de la ligne frontière

qui fera ressortir la position réelle des villages et hameaux par rapport à la ligne. Les localités situées à l'Est de la ligne seront sous la souveraineté du Bénin et celles à l'Ouest appartiendront au Togo. Avant ces travaux, la revendication d'un village ou hameau pour son appartenance à un pays ne saurait se faire par des acteurs frontaliers, ni les populations vivant dans les zones frontalières ne maîtrisant pas la ligne frontière. Seule la commission mixte paritaire bénino-togolaise de délimitation de la frontière est compétente en la matière », fait-il savoir.

L'officiel béninois mentionne qu'une fois que ce travail technique sera fait, les autorités des deux pays, conjointement, vont sensibiliser les populations qui vivent dans les zones frontalières. Ceci est une recommandation de la 17^{ème} session de la commission mixte tenue à Savalou au Bénin en décembre 2022. Cette sensibilisation sera suivie de la construction des bornes de densification pour permettre aux populations riveraines de bien connaître les limites des territoires togolais et béninois et les accepter. C'est ce qui « évitera les conflits frontaliers inutiles et la désinformation comme cela est constaté depuis quelques jours ». Alassane Séidou appelle « les populations, les autorités locales, les parties prenantes et la presse à s'abstenir de propager de fausses informations qui entravent la cohabitation pacifique ».

Dans les faits, « pas de problème entre le Bénin et le Togo », a encore réitéré, le week-end dernier sur la télévision publique béninoise, Marcel Baglo, directeur général de l'Agence béninoise de gestion intégrée des espaces frontaliers (ABEGIEF). Même si, entériné-il, aucun pays africain ne peut prétendre connaître les vraies limites de ses frontières, tellement celles-ci ont été mouvantes dans le temps. Il cite des

exemples du Bénin avec le Burkina, le Niger ou le Nigeria. Entre novembre 1884 et février 1885, des représentants européens, américains et ottomans s'étaient réunis en Allemagne pour tracer les frontières coloniales de l'Afrique. Sans se déplacer. Pis est, sur le terrain, le colonisateur n'a pas fini de tracer les frontières avant les décolonisations. Voilà la cause des différends frontaliers. Marcel Baglo ajoute, par rapport à la cartographie de la ligne frontière Togo-Bénin, que « le point sera fait d'ici fin juin-fin juillet ». Et « c'est après ça que nous allons savoir la superficie réelle du Bénin ». Du moins, vis-à-vis de son voisin de l'Ouest, le Togo. Car des villages, qui n'existaient pas avant l'abornement du 20 octobre



1913, ont apparus ; c'est pourquoi seule la cartographie fera ressortir la position réelle des villages et hameaux par rapport à la ligne et les localités situées à l'Est de la ligne seront béninoises et celles à l'Ouest togolaises. Aujourd'hui,

la commune de Bassila (au Bénin) s'ouvre sur celle de Tchamba au Togo. Marcel Baglo fustige la presse qui a péché en titrant sur un incident frontalier.

En rappel, la commission mixte pa-

ritaire bénino-togolaise sur la délimitation des frontières maritimes est aussi à l'œuvre. Fin 2021, deux comités de suivi (technique et juridique) ont été mis en place pour aboutir au traçage définitif des frontières maritimes entre les deux pays. « L'ambiance, qui a régné au cours de cette 10^{ème} session mixte paritaire, me permet de croire que, dans un temps relativement court (10 à 11 mois), le Togo et le Bénin aboutiront à des résultats escomptés », avait rassuré Stanislas Baba, Ministre Conseiller pour la Mer au Togo.

Il faut noter que, chaque 7 juin, on célèbre la journée africaine des frontières.

CONTRÔLE QUALITÉ

Pour la transparence et la redevabilité, la Cour des comptes se renforce

Late Pater

La redevabilité vis-à-vis de la gestion du denier public est un moyen efficace d'assurer une croissance inclusive puisqu'elle permet de s'assurer que les moyens sont effectivement alloués et utilisés pour atteindre les objectifs de développement fixés ; la gestion des ressources publiques nécessite des systèmes de gestion des finances publiques robustes. Et garantir le contrôle de l'utilisation du denier public renforce la confiance des populations envers les institutions publiques, renforce le contrat social, promeut la cohésion sociale et concourt au développement. Or, voici un constat général : les institutions supérieures de contrôle (ISC) et les organismes d'audit externe ont divers degrés d'efficacité, en fonction de leurs mandats légaux, de leurs relations hiérarchiques et de leur indépendance financière, en rapport avec les différents

systèmes de gouvernance et politiques des pays dans lesquels ils exercent leurs missions. Du coup, le Projet d'appui à la mise en œuvre des mandats des institutions supérieures de contrôle (PAMOMISC) est né, pour cinq pays en transition (pas politique, mais une considération de la BAD) : la République centrafricaine, le Mali, le Niger, le Tchad et le Togo. La période de mise en œuvre est de trente (30) mois, entre janvier 2022 et juin 2024. Sur les 2,53 millions de dollars de financement par la BAD, le Togo bénéficie de plus de 470 mille dollars.

C'est ce qui ouvre la voie à l'élaboration d'un manuel de contrôle qualité au profit de la Cour des comptes du Togo. A cette fin, le recrutement d'un Consultant individuel est en cours jusqu'au 26 juin 2023 au plus tard. Ce dernier devra, dans un délai contrac-

tuel, rédiger la politique générale de la Cour des comptes en matière de maîtrise de la qualité ; décrire les normes d'organisation et de travail, les processus et les procédures à mettre en place au sein de la Cour des comptes pour garantir la conformité à l'ensemble des normes et exigences applicables en matière de maîtrise de la qualité ; élaborer, en complément aux procédures décrites dans le manuel, des check-lists, des méthodes de documentation et des modèles de document permettant de garantir le respect des procédures mises en place, à chaque étape clé du processus ; soumettre un manuel de contrôle qualité provisoire tenant compte de l'ensemble des normes internationales et exigences légales et réglementaires applicables à la Cour des comptes en matière de maîtrise de la qualité ; recueillir

les observations pertinentes de la Cour des comptes et des autres parties prenantes sur le manuel provisoire ; animer un atelier de validation du manuel proposé ; et fournir un manuel de contrôle qualité définitif tenant compte des observations formulées sur la version provisoire.

Suite à la validation de l'accord de don par la Banque africaine de développement (BAD), le PAMOMISC a été officiellement lancé le 21 juin 2022 au Cameroun. A l'occasion, chaque ISC bénéficiaire dans les cinq pays choisis a signé un protocole d'accord de coopération avec le Comité régional de renforcement institutionnel (CRRRI) en vue de marquer son engagement pour la réussite du projet. Puis, les représentants des Cours des comptes ont suivi un atelier sur les modalités de mise en œuvre du PAMOMISC.

PRODUCTION ET PRIX DE PRODUCTION

La double baisse dans l'industrie, en mars

Late Pater

Un mois plus tôt, février 2023, l'indice de la production industrielle (IPI) a connu une hausse de 0,7% tandis que l'indice des prix à la production industrielle (IPPI) connaissait une légère baisse globale de 0,5%, selon les enquêtes mensuelles auprès des entreprises réalisées par l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED). En mars suivant, c'est plutôt une double baisse qui est consacrée.

Dans l'ensemble, la baisse est dite légère (de 0,7%) au niveau des prix de production des produits industriels par rapport au mois de février. Sur l'année, ces prix à la production industrielle ont augmenté de 7,7%, principalement imputable à la hausse des prix dans les industries extractives (+30,2%) et dans les industries manufacturières (+6,4%). A un rythme mensuel, les prix à la production dans les industries extractives sont restés stables – et ont augmenté de 30,2% en glissement annuel ; dans les industries manufacturières, ils ont baissé de 1,0% et, en glissement annuel, augmenté de 6,4% sous l'effet combiné de la hausse des prix de la fabrication de produits alimentaires (+7,7%) et du

travail du caoutchouc et du plastique (+15,3%). En mars 2023, les prix de production d'électricité et d'eau sont restés stables en référence au mois de février et ont baissé de 0,4% en glissement annuel. Quant aux prix à la production dans les industries environnementales, ils sont aussi restés stables en double glissement mensuel et annuel.

Parallèlement, la production industrielle a connu une baisse plus grande au mois de mars 2023, de 8,7%. Cette baisse s'explique par une diminution de la production dans les industries manufacturières (-14,0%), dans les industries environnementales (-7,0%) et dans les industries extractives (-2,5%). En glissement annuel, on note une diminution de l'activité industrielle de 8,2% en lien avec celle observée dans les industries manufacturières (-13,1%) et dans les industries environnementales (-56,1%). Cependant, les activités dans les industries de production et de distribution d'électricité et d'eau et dans les industries extractives enregistrent respectivement une hausse de 4,7% et de 52,9%.

Sur l'année, l'activité des industries extractives a cependant enregistré une hausse de 52,9%. Mensuellement, la baisse de 14,0%

dans les industries manufacturières est liée aux diminutions observées principalement dans l'imprimerie et reproduction d'enregistrements (-28,4%), dans la fabrication de produits pharmaceutiques (-48,6%), dans la fabrication de produits chimiques (-18,4%) et dans les autres industries manufacturières (-18,9%) ; en glissement annuel, ces industries affichent une diminution de 13,1% de leur activité. En mars 2023, la production en volume dans les industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau est en hausse de 7,9% par rapport à un mois plus tôt, suite à la hausse observée au niveau de la production et distribution d'électricité (+8,1%) et au niveau du captage, traitement et distribution d'eau (+7,8%). Par rapport au mois de mars 2022, l'activité de ces industries est en hausse de 4,7% suite à la hausse observée dans la production et distribution d'électricité (+3,6%) et dans le captage, traitement et distribution d'eau (+5,7%). Enfin, l'activité dans les industries environnementales a observé une baisse de 7,0% en mars 2023 par rapport au mois précédent. En glissement annuel, les industries environnementales affichent une baisse de 56,1% de leur activité.

RÉUNION DU SIGMAT À LOMÉ

Les douanes de la CEDEAO invitées à une plus grande collaboration

La capitale togolaise a accueilli, du 5 juin au 8 Juin 2023, une réunion régionale sur le Système Interconnecté de Gestion des Marchandises en Transit (SIGMAT). Pendant quatre jours, les experts venus de huit pays d'Afrique de l'Ouest, à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo, ont procédé à l'évaluation de l'interconnexion des systèmes informatiques de leurs administrations douanières et à la signature de protocoles d'accord et d'instructions cadres entre les pays. À ce jour, cet outil est opérationnel entre 8 pays. Les travaux de Lomé ont permis de démontrer l'efficacité de cet outil en matière de facilitation des formalités et de suivi des marchandises en transit. Le souhait est de l'étendre dans les restes des pays de la CEDEAO.

Le SIGMAT, principalement, a pour vocation de faciliter et de sécuriser les échanges internationaux, d'améliorer l'efficacité et l'efficience des procédures de transit, la prévention et la lutte contre la fraude, de permettre à la communauté de disposer d'une base de données pour des besoins statistiques. Ces avantages inhérents à l'utilisation du SIGMAT, ont incité certaines de nos administrations des douanes à signer des accords bilatéraux ou trilatéraux et à interconnecter leurs systèmes douaniers. « Ces



interconnexions, malgré leur importance pour nos Etats, ne couvrent que certains corridors. Et dans un contexte marqué par des problèmes d'insécurité et de persistance de la fraude dans notre espace communautaire, il devient plus qu'urgent d'étendre l'interconnexion à toutes les administrations des douanes de nos Etats », rappelle le ministre togolais de l'économie et des finances.

Le SIGMAT permet aux services douaniers interconnectés, d'échanger instantanément des informations relatives aux marchandises en transit, garantissant ainsi la transparence à tous les niveaux. Salifou TIEMTORE, Directeur de l'Union Douanière et de la Fiscalité de la CEDEAO explique : « Avant qu'une cargaison ne quitte son pays d'origine, l'opérateur économique est tenu de faire une déclaration de transit auprès du bureau de douane de départ. Ce

bureau attribue un numéro unique (MRN) de transit à la cargaison et notifie les bureaux de douane de passage et d'arrivée. Le MRN aide les agents des douanes à identifier les déclarations et à les suivre tout au long de leur voyage. A chaque passage, les bureaux de douanes s'échangent des notifications sur la cargaison. Lorsque les marchandises arrivent à destination, leur arrivée est annoncée par le bureau de douane de destination, qui envoie la notification au bureau de départ. »

Il est à souligner que le SIGMAT participe à la mise en œuvre des instruments majeurs de l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD) et de l'Accord sur la Facilitation des Echanges (AFE), en ce qu'il assure une gestion informatisée du transit à l'échelle internationale et impulse une dynamique réelle de dématérialisation des

(suite à la page 7)

ACTION DU MANDAT SOCIAL

Inauguration du nouveau CMS de Sanda-kagbanda dans le Bassar

Eric J.

Bâti sur un espace de 1,5 ha, ce centre comporte un bâtiment principal (type Unité de Soins Périphérique USP) comprenant entre autres, un hall d'attente et des salles de consultation, de garde, de mise en observation, d'assainissement, de pansement et d'injection. Il est constitué également d'un dépôt de pharmacie, d'un laboratoire et d'une chambre froide. Le CMS abrite aussi une maternité composée de plusieurs compartiments tels que le hall d'attente, des salles de garde et de consultation prénatale (CPN). **« C'est pour moi un immense honneur de prendre part, ce samedi 10 juin 2023, à l'inauguration du Centre Médico-social (CMS) de Sanda**

ques, des boîtes de pansement, un aspirateur de mucosités et un doppler foetal. On y trouve aussi un incinérateur destiné à détruire les déchets biomédicaux, un bloc de latrines moderne composé de six cabines (trois WC et trois douches) et un forage photovoltaïque pour l'alimentation du centre en eau potable.

Cette action du gouvernement togolais, à travers le Projet d'appui à la population vulnérable (PAPV), vise à améliorer l'offre de soins de la formation sanitaire pour une meilleure prise en charge des patients. Abira Bonfoh a fait savoir que ce joyau répond au besoin d'un environnement de travail sain qui est indispensable pour la santé des populations. Elle a appelé les bénéficiaires à en prendre soin.



Mme Abira Bonfoh

est une richesse inestimable pour tout individu. Voilà pourquoi les efforts en vue de garantir la santé pour tous sont accueillis ici avec grâce et reconnaissance. Elle a indiqué que cette initiative hautement louable arrive à point nommé



Abira Bonfoh, remettant les clés du CMS au premier responsable de la structure sanitaire

Kagbanda», a laissé entendre la députée Abira Bonfoh lors de son allocution.

D'un coût total estimé à 213.278.000 F CFA, ce centre de santé est doté de plusieurs équipements biomédicaux notamment des tables de pansement, d'examen et d'accouchement avec accessoires ; deux fauteuils roulants, des lits d'hospitalisation, des paravents, des poubelles hygié-

« **La réalisation de ce projet s'inscrit dans le programme du mandat social du Chef de l'État togolais, qui vise à offrir aux populations de meilleures conditions de vie et un meilleur accès aux services de base, notamment : l'éducation, l'eau, l'électricité, les pistes de dessertes, mais aussi et surtout la santé** », a écrit Abira Bonfoh sur ses réseaux sociaux. Pour elle, la santé

pour dynamiser le développement local de Sanda Kagbanda. **« Il est impossible de penser et construire le développement humain sans densifier le nécessaire accroissement des capacités humaines au cœur des populations cibles »**, a-t-elle ajouté.

Selon les autorités locales, cette réalisation vient renforcer la prestation du personnel et soulager la population dans sa souffrance.

JPO DU PARTI BÂTIR

En 4 ans d'existence, que propose la formation politique de Mme Vincenza MEYER?

Etonam Sossou

Le Bloc Alternatif Togolais pour une Innovation Républicaine (BATIR), s'est ouvert au public les 9 et 10 juin 2023. Le jeune parti politique veut ainsi, à travers cette activité, réalisée dans le cadre des festivités marquant ses quatre années d'existence, présenter son bilan et partager sa vision pour le développement du Togo avec les visiteurs. Aussi, pour BATIR, les Journées Portes Ouvertes, est un moyen de se rendre accessible à



veau de développement avancé. Pour y arriver, il compte sur l'engagement et la force et le changement de mentalité de la jeunesse

populations que sur leur participation aux prises de décisions. Une exposition de peinture, signée des artistes plasticiens de renommée internationale et une dégustation de mets locaux ont également été à l'affiche des JPO.

Pour un nouvel élan, le Parti BATIR prône une conscience patriotique au sein du peuple, plus principalement la jeunesse togolaise. Ses actions seront menées dans la vérité sans prétention aucune de supériorité sur le peuple qui est censé être défendu par le Parti, promettent les premiers responsables. BATIR compte devenir l'une des principales forces politiques



tous et d'être plus proche du grand public. **« Ces JPO sont initiées pour accueillir le public et leur expliquer la vision, les objectifs et les perspectives de notre parti. Nous désirons échanger avec les togolais afin de recueillir leur point. Car notre ambition à BATIR, c'est le développement du Togo »**, a précisé Anifrani Alain, chargé à la communication de BATIR.

Pendant ces deux jours, les premiers responsables de la formation politique ont échangé avec le public sur leur programme et stratégies pour hisser le Togo à un ni-

et des femmes. Cette ambition de BATIR s'appuiera, autant sur la transformation de l'économie togo-



laise afin qu'elle satisfasse pleinement les besoins prioritaires des

togolaises à l'issue des régionales et législatives prochaines.

RÉUNION DU SIGMAT À LOMÉ

Les douanes de la CEDEAO invitées à une plus grande collaboration

(suite de la page 6)

procédures douanières. Il a été adopté à Abidjan le 22 mars 2019 par les Directeurs Généraux des douanes de l'espace CEDEAO comme standard pour la mise en œuvre du système d'interconnexion entre les douanes des Etats membres. Le Togo

se dit convaincu que le contenu des textes élaborés, les travaux techniques effectués et les enseignements tirés des évaluations des corridors lors de la rencontre de Lomé, permettront une mise en œuvre effective de l'interconnexion entre toutes les administrations des douanes de la sous-

région. En rappel, c'est le Commissaire des Douanes et des Droits Indirects de l'Office togolais des recettes (OTR), ESSIEN Atta Kakra Kwawo qui a présidé les cérémonies d'ouverture de la rencontre.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°311 DE LOTO Sam du 10 Juin 2023

Le tirage N°311 du LOTO Sam a eu lieu au siège de la LONATO, Divers gains enregistrés à ce tirage. La LONATO a enregistré un bon nombre de gagnants parmi les parieurs. Dans les heureux gagnants, c'est un seul gros lot qui a été répertoriés, notamment:

@LOME

* 1.000.000 F CFA auprès l'opérateur 30233.

D'innombrables lots intermédiaires c'est-à-dire, des lots de moins de 1.000.000 F CFA ont fait la joie des parieurs sur toute l'étendue du territoire.

La remise des lots se fera à Lomé au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

LOTO SAM

Résultats du tirage N°311 de LOTO SAM du 10-06-2023

Numéro de base

43 24 26 77 46

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°755 de LOTO KADOO du 09 Juin 2023

La LONATO a procédé vendredi 02 juin 2023 à son siège au 755^e tirage de LOTO KADOO avec bonus. Le tirage a permis de recenser une diversité de gains à travers les différentes villes du pays. Quelques gros lots ont pu être comptés parmi ces gains. Ainsi, nous avons

@LOME

* Deux (02) gros lots de 1.000.000 F CFA respectivement auprès des opérateurs 30242, 70122

L'intérieur du pays n'est pas en reste. Il a enregistré:

@KEVE

* 1.000.000 FCFA auprès de l'opérateur 90229

@SOKODE

* 1.000.000 FCFA auprès de l'opérateur 10222

D'innombrables lots intermédiaires (inférieurs à 1.000.000 F CFA), qui sont été gagnés sur toute l'étendue du territoire.

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO et sur les points de paiement, et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

LOTO KADOO

Résultats du tirage N°755 de LOTO KADOO du 09-06-2023

Numéro de base

51 47 79 32 53 65 60

Numéros bonus

Joue et tente de gagner ta voiture!

***8555#**

ou envoie Togocom
par sms au 8555

O TENTÉA?



Inscription à 100F
Cumule des points pour être
éligible à la voiture Toyota Starlet
Coût du sms : 100F
Période du jeu: 23 mai au 21 juillet 2023

Avancer. Pour vous. Pour tous. togocom.tg   



Togocom